

Contre l'impérialisme russe, pour un sursaut internationaliste

PAR EDWY PLENEL
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 7 MARS 2022



Moscou, le 9 mai 2019. Vladimir Poutine lors d'une cérémonie de dépôt de gerbes. © Photo Yuri Kadobnov / AFP

L'invasion de l'Ukraine oblige à prendre la mesure de la menace inédite que représente le nouvel impérialisme russe. Elle exige un sursaut de solidarité internationale pour défendre et aider le peuple ukrainien qui lui résiste.

Un nouvel impérialisme menace la paix du monde, et il est russe. C'est cette réalité que l'invasion de l'Ukraine par la Russie oblige, enfin, à regarder en face. Cette vérité est sous nos yeux depuis une décennie, précisément depuis le début, en mars 2012, du troisième mandat présidentiel de Vladimir Poutine, qui détient le pouvoir à Moscou, de façon ininterrompue, depuis bientôt un quart de siècle.

Cette vérité, **amplement documentée sur Mediapart**, c'est celle d'un impérialisme de revanche, mû par le ressentiment des nations déchues qui retournent leurs blessures en agressions contre d'autres peuples. Celle aussi d'un impérialisme de mission, convaincu de défendre une vision du monde conservatrice et identitaire, alternative aux idéaux démocratiques assimilés à une décadence occidentale.

Celle enfin d'une puissance nucléaire à la merci d'un homme et de son clan oligarchique, ayant basculé de l'autoritarisme à la dictature, assassiné des opposants et des journalistes, muselé et emprisonné les dissidences politiques, interdit les organisations de la société civile, diabolisé toute contestation en menée étrangère.

Outre sa propre population que cette fuite en avant guerrière détourne de ses aspirations sociales et de ses revendications démocratiques, la première cible de cet impérialisme est le libre arbitre des peuples à disposer d'eux-mêmes, leur droit de choisir leur destin, leur liberté d'inventer leur futur.

C'est le ressort de la crise ukrainienne depuis 2014. Mais c'est aussi celui de l'intervention russe en Syrie venue, à partir de 2015, au secours de l'une des pires dictatures du monde arabe. Comme ce fut celui de la seconde guerre de Tchétchénie en 1999 où, déjà, Vladimir Poutine affirma son pouvoir par la violence en menant une guerre d'extermination contre les volontés indépendantistes d'un peuple du Caucase.

Il y a huit ans, avec l'annexion russe de la Crimée ukrainienne, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale un État européen s'emparait d'une région faisant partie d'un autre État européen. Or cette violence ne ripostait à aucune agression sinon celle que signifiait, pour Vladimir Poutine et les siens, l'aspiration démocratique du peuple ukrainien exprimée par son désir de formaliser une association avec l'Union européenne.



Moscou, le 9 mai 2019. Vladimir Poutine lors d'une cérémonie de dépôt de gerbes sur la tombe du soldat inconnu près du Kremlin. © Photo Yuri Kadobnov / AFP

C'est en effet le refus de celle-ci par le président alors en place à Kiev, au profit d'un accord avec la Russie, qui déclencha la mobilisation populaire de l'Euromaïdan. Loin des arguties propagandistes sur une prétendue menace de l'OTAN, c'est bien contre ce sursaut démocratique que la Russie déclencha un cycle guerrier au cœur du continent européen, dont l'invasion de l'Ukraine est aujourd'hui l'aboutissement.

Indifférents ou inconscients, nombreux furent ceux, diplomates ou politiciens, qui se rassurèrent alors en réduisant l'annexion de la Crimée à une affaire interne

à l'espace géopolitique russophone. Leurs œillères idéologiques, ou plus prosaïquement leurs préjugés, vis-à-vis des peuples non européens, notamment musulmans, les ont empêchés de voir plus loin. Car, pour prendre à temps la mesure de la dynamique agressive de ce nouvel impérialisme incarné par Vladimir Poutine, il aurait fallu qu'ils prêtent plus d'attention au sort tragique du peuple syrien.

S'ils l'avaient soutenu, accueilli et écouté, ils auraient su. Devenue l'épicentre des révolutions démocratiques arabes après le coup d'État militaire égyptien de 2013, la Syrie fut en effet le premier théâtre d'expansion militaire russe hors de l'ancien espace soviétique, prolongé depuis par ses incursions africaines, notamment sub-sahariennes, sous couvert des mercenaires du groupe Wagner.

Sans jamais renâcler aux crimes de guerre contre les civils, l'intervention russe a ainsi sauvé **le régime sanguinaire de Bachar al-Assad** contre lequel s'était faite, en 2011, à la suite du soulèvement tunisien, l'unité pacifique du peuple syrien dans sa diversité confessionnelle et partisane.

En même temps qu'il affirmait ainsi sa puissance hors des frontières russes, le régime poutinien radicalisait sa violence en politique intérieure. Son cours impérial devenait aussi un cours dictatorial. Le début de la guerre en Ukraine fut marqué par deux événements qui symbolisèrent sa capacité transgressive, à la manière d'un État voyou.

Le 17 juillet 2014, un Boeing de la Malaysia Airlines (283 passagers et 15 membres d'équipage) était abattu en vol au-dessus de la région de Donetsk, dans l'est de l'Ukraine, sous le contrôle des séparatistes pro-russes. **Les révélations initiales de CORRECT!V**, relayées par Mediapart, sur la responsabilité de la Russie dans ce crime ont été, depuis, confirmées par les enquêtes internationales.

Puis, le 27 février 2015, Boris Nemtsov, opposant politique de Vladimir Poutine, était **assassiné sur un pont de Moscou**, à quelques pas du Kremlin. Il s'apprêtait à rendre public **un rapport sur la guerre russe en Ukraine**, contre laquelle il avait appelé la population à se mobiliser. Depuis, les opérations des

services spéciaux russes contre les opposants et les dissidents, notamment par empoisonnement mortel commis jusqu'à l'étranger, se sont multipliées.

Ayant miraculeusement réchappé, grâce à l'intervention de l'Allemagne, d'un semblable assassinat, Alexeï Navalny, **devenu la principale figure de l'opposition**, croupit désormais en prison sur la base d'un dossier entièrement fabriqué, tout comme d'autres dissidents. Peu de temps avant son arrestation, il avait diffusé une enquête en vidéo réalisée par sa Fondation contre la corruption sur le «palais de Poutine», symbole du cynisme d'un pouvoir dont l'assise sociale est un capitalisme rapace et prédateur.

Progressivement, le pouvoir moscovite a mis fin à ce qui restait d'expression publique, pluraliste et indépendante, de la société civile russe. Dans les médias, la propagande règne en maître absolu, sans espace de contestation. Persécutant les ONG qui reçoivent des aides extérieures, notamment de fondations étrangères, une loi de 2012 a ouvert la voie à leur marginalisation, puis à leur interdiction, après son durcissement en 2020 qui les oblige à se déclarer «agent étranger».

Dans ce contexte, la légende tenant désormais lieu de réalité, le passé, pas plus que le présent, ne saurait être réévalué ou discuté. C'est ainsi que le 28 décembre 2021, la Cour suprême russe a prononcé la dissolution de l'ONG Memorial, fondée en 1989 avec le soutien d'Andreï Sakharov, physicien nucléaire, père de la bombe H soviétique et Prix Nobel de la paix. Outre la défense des droits humains, on doit à Memorial d'avoir lancé le travail de documentation des crimes du stalinisme, d'exhumation des lieux, des camps et des charniers, ainsi que de réhabilitation de toutes ses victimes.

Spectre né des décombres de l'URSS, Vladimir Poutine offre une synthèse du tsarisme grand-russe et du stalinisme communiste

Telle est, sommairement résumée, la réalité du régime poutinien. Impossible d'y déceler une once d'idéal progressiste, de principe démocratique et de morale politique. Les extrêmes droites, notamment françaises,

ne s'y sont pas trompées, recherchant ses financements et courtisant ses dirigeants, **comme nos enquêtes l'ont abondamment démontré**. De la campagne pour un Brexit identitaire en Grande-Bretagne à l'élection du suprémaciste Donald Trump aux États-Unis, le Kremlin ne s'est d'ailleurs pas privé de servir leurs intérêts en utilisant toutes les armes virtuelles offertes par la révolution numérique, de désinformation, d'intoxication et de manipulation.

Mais, avec l'invasion de l'Ukraine, ce sont des armes autrement réelles que Vladimir Poutine déchaîne sur l'Europe jusqu'à brandir, à la manière d'un nouveau **Docteur Folamour**, la menace nucléaire. Quelles que soient les pathologies propres au pouvoir personnel, à sa solitude et à sa paranoïa, les spéculations sur son irrationalité ou sa déraison manquent l'essentiel: la cohérence du projet impérial, longuement pensé et mûri, qui met en branle une Russie agressive et conquérante.

Dès 2015, soit l'année qui a suivi le début de la crise ukrainienne, un essai méticuleusement documenté permettait de le comprendre. *Dans la tête de Vladimir Poutine*, de Michel Eltchaninoff (**Solin-Actes Sud**), est un inventaire exhaustif des idéologies qui animent Vladimir Poutine. Revenu en 2012 à la présidence de la Russie, après l'intermède fictionnel où il fut le premier ministre de son bras droit Dmitri Medvedev, il inaugure alors un tournant conservateur revendiqué dont la «Voie russe» sera le poteau indicateur.

Dans une salade russe où s'entremêlent intellectuels grands-russes sous le tsarisme, Russes blancs face aux bolcheviques et Alexandre Soljenitsyne dans la dissidence soviétique, une constante s'impose : la promotion d'une Russie éternelle, rabattue sur son identité chrétienne et slave, en alternative à la démocratie moderne, réduite à une tromperie occidentale. Lors d'un Forum de la jeunesse tenu en août 2014 en Crimée, quelques mois après son annexion, un universitaire moscovite et poutinien en résume l'enjeu: *«S'édifier comme une civilisation séparée [...] ou se penser comme le sauveur conservateur de l'Europe.»*

La posture victimaire face à un Occident qui, sous domination nord-américaine, serait agressif et méprisant s'enracine dans une vieille rhétorique que résumait en ces termes le philosophe anti-communiste Ivan Ilyine (1883-1954): *«Les peuples occidentaux ne comprennent ni ne supportent l'originalité russe»*, leur objectif étant dès lors de *«démembrer la Russie pour la faire passer sous contrôle occidental, la défaire et finalement la faire disparaître»*. Or *Nos missions*, l'un des essais programmatiques d'Ilyine qui fut brièvement séduit par le nazisme, fut offert en janvier 2014 par l'administration présidentielle russe à tous les hauts fonctionnaires, gouverneurs et cadres du parti Russie unie...

Viatcheslav Nikonov, historien proche du Kremlin

Le 18 mars 2014, dans son adresse à la Fédération de Russie après l'annexion de la Crimée, Vladimir Poutine y fait explicitement écho: *«La politique d'endiguement de la Russie, qui a continué au XVIII^e, au XIX^e et au XX^e siècle, se poursuit aujourd'hui. On essaie toujours de nous repousser dans un coin.»* Le 8 avril 2014, dans un entretien à la *Pravda*, un historien proche du Kremlin, Viatcheslav Nikonov, qui n'est autre que le petit-fils de Viatcheslav Molotov, ministre des affaires étrangères de Staline et signataire du Pacte germano-soviétique de 1939, renchérit: *«Un combat dirigé contre la Russie est mené depuis mille ans. Les jours actuels ne sont pas des exceptions, cette lutte de l'Occident contre la Russie ne cessera jamais.»*

Spectre né des décombres de l'URSS, dont il n'hésitait pas, le 25 avril 2005, à décrire la chute en 1991 comme *«la plus grande catastrophe géopolitique du siècle»*, Vladimir Poutine offre une synthèse du tsarisme grand-russe et du stalinisme communiste. Rien d'illogique à cela quand l'on sait combien, en faisant table rase meurtrière des idéaux internationalistes de la révolution de 1917, Joseph Staline réduisit le soviétisme à l'amour aveugle de la grande patrie russe, à une culture d'obéissance militaire ainsi qu'aux organes de répression et d'espionnage – le KGB, devenu FSB, où Poutine commença sa carrière – promu colonne vertébrale de l'État.

Loin de relever d'une spéculation hasardeuse, cette filiation est revendiquée par le président russe lui-même dans **son discours du 21 février 2022** qui, annonçant l'accélération de son offensive contre l'Ukraine et l'Europe, a sidéré le monde entier. Se livrant à un négationnisme historique de l'existence même de l'Ukraine qui serait une «invention» des bolcheviques, il y revisite le moment fondateur du schisme entre léninisme et stalinisme, dont son opposition de gauche, le trotskisme, entretiendra ensuite le souvenir: la question des nationalités.

Pour Poutine, la faute indélébile de Lénine – *«bien pire qu'une erreur [...] du point de vue du destin historique de la Russie et de ses peuples»* – est d'avoir voulu *«satisfaire sans compter les ambitions nationalistes sans cesse croissantes aux confins de l'ancien empire»* tsariste. Refusant de mettre à égalité un impérialisme oppresseur, de conquête et de domination coloniales, et les nationalismes qui se révoltent pour s'en émanciper, Lénine défendait en effet le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes quand Staline s'employait à subordonner à la domination russe les petites nations de l'empire tsariste déchu.

Tout comme la question coloniale travaille encore le présent de nos sociétés – leurs diversités, discriminations et racismes, etc. –, cette question des nationalités est au cœur de la persistance du passé stalinien dans l'idéologie poutinienne. Seul ouvrage théorique de Staline, écrit en 1913 sous le contrôle de Lénine, *Le marxisme et la question nationale* lui offrira le poste de commissaire aux nationalités du début de la révolution russe jusqu'en 1923. Il s'y distingue par un chauvinisme grand-russe, s'opposant à l'autodétermination au point de juger contre-révolutionnaires les demandes de sécession, notamment de l'Ukraine – déjà.

Le travestissement de l'agression en victimisation par la propagande poutinienne

Exactement un siècle plus tard – l'URSS est créée en 1922 –, Poutine se pose donc en héritier politique de Staline. Quand en août 1922 est ébauché le premier projet définissant les relations entre les

futures Républiques soviétiques et la Russie, Staline ne veut leur accorder qu'une vague autonomie au sein d'une fédération entièrement subordonnée à la Russie. Lénine s'y oppose farouchement à tel point qu'outre sa prise de conscience tardive que *«Staline, en devenant secrétaire général, a concentré dans ses mains un pouvoir illimité»*, cette question sera son dernier combat avant que la maladie ne le terrasse.

Dans son fameux **«Testament»**, écrit en décembre 1922 et longtemps tenu secret par le pouvoir soviétique, Lénine dénonce la *«campagne véritablement nationaliste grand-russe»* de Staline, qu'il qualifie en des termes peu amènes de *«Géorgien qui accuse dédaigneusement les autres de “social-nationalisme” alors qu'il est lui-même non seulement un véritable et authentique “social-nationaliste”, mais un grossier argousin grand-russe»*.

À l'inverse, l'actuel occupant du Kremlin, dans son discours du 21 février, donne acte à Staline d'avoir *«pleinement réalisé non pas les idées de Lénine, mais ses propres idées sur l'État»*, c'est-à-dire *«un État strictement centralisé et totalement unitaire»*. Il lui fait seulement grief de n'avoir pas *«révisé formellement les principes léninistes proclamés lors de la naissance de l'URSS»*, autrement dit de n'avoir pas mis en cause sur le papier le droit des républiques à s'autodéterminer et à se séparer. Autant, assène-t-il, de *«fantaisies odieuses et utopiques inspirées par la révolution, absolument destructrices pour tout État normal»*.

Plutôt qu'un signe de déraison, les divagations historiques de Vladimir Poutine afin de justifier sa guerre d'agression indiquent la cohérence et la dangerosité de son projet. Ce passé mort qui saisit le vif du présent est au ressort des idéologies du ressentiment qui font les nations dangereuses. Leur refrain obsessionnel est l'humiliation subie et la grandeur perdue, nourrissant la conviction qu'on ne retrouvera la seconde qu'en vengeant la première.

Évoquant la fin de l'Union soviétique dans **son discours du 24 février** qui accompagnait le déclenchement de l'invasion de l'Ukraine, Poutine

assène qu'il en a tiré la certitude que *«la paralysie du pouvoir et de la volonté est le premier pas vers une dégradation totale et une disparition complète»*.

S'ensuit une diatribe contre les États-Unis et leurs alliés européens, cet *«Occident collectif»* dit-il: *«Ils ont essayé de nous enfoncer, de nous achever et de nous détruire pour de bon.»* De *«détruire, insiste-t-il, nos valeurs traditionnelles et nous imposer leurs pseudo-valeurs»*, lesquelles mènent *«à la dégradation et à la dégénérescence car elles sont contraires à la nature humaine elle-même»*.

Ce travestissement de l'agression en victimisation est le piège tendu par la propagande poutinienne qui y dissimule sa volonté de puissance en nécessité défensive. La supposée menace militaire de l'OTAN est brandie pour étouffer l'aspiration démocratique des peuples d'Europe centrale et orientale.

Il va sans dire que l'accumulation, ces trois dernières décennies, par les États-Unis et leurs alliés, d'occasions manquées, d'aveuglements persistants et d'erreurs tragiques, donne sa consistance à cette rhétorique au point qu'elle rencontre, fort logiquement, un écho favorable parmi les peuples qui en ont subi les conséquences et payé le prix – y compris de la domination **de notre propre impérialisme, en « Françafrique »**.

Toutes ces fautes, voire ces crimes, de l'Occident ne sauraient excuser l'agression russe. Elles ont certes favorisé l'avènement de cet impérialisme russe. Mais elles n'en sont pas la cause

Oui, l'Occident, en tant que réalité politique, s'est enivré de sa victoire par défaut après l'effondrement de l'URSS sur elle-même en 1991. Pactisant avec la nouvelle classe dirigeante qui s'enrichissait en pillant les dépouilles soviétiques, il s'est comporté en puissance arrogante et dominatrice, portée par sa croyance en une fin de l'Histoire dont le capitalisme, libéré de toute entrave et menace, serait le terme.

Oui, à partir de 2001 et du 11-Septembre new-yorkais, l'Occident s'est lancé durant la décennie suivante, de l'Afghanistan à l'Irak, dans une guerre contre le terrorisme aussi mensongère que désastreuse, violant le droit international, piétinant la souveraineté des

nations, multipliant les atteintes aux droits humains, tolérant la torture, les détentions illégales et les crimes de guerre. Le tout en acceptant la persistance de la violation, voire de la négation, des droits du peuple palestinien à un État souverain.

Oui, quand en 2011 ont surgi les révolutions démocratiques arabes, au lieu d'en être solidaire, l'Occident s'est inquiété de la persistance de sa domination au point de pactiser encore plus avec l'ordre ancien des monarchies absolutistes et des dictatures nationalistes. La France de Nicolas Sarkozy y a même ajouté, avec l'intervention en Libye à laquelle la Russie et la Chine ne s'étaient pas opposées, le mensonge d'une guerre aux motifs inavoués car inavouables, dissimulant ses propres corruptions.



Lyon, le 27 février 2022. Rassemblement de soutien à l'Ukraine après l'invasion russe. © Photo Nicolas Liponne / Hans Lucas via AFP

Oui, depuis le début de la crise ukrainienne en 2014, l'Europe fut pusillanime, dans un mélange d'inconscience et d'hésitation. Tandis qu'elle ne rechignait guère à faire affaire – et des affaires – avec l'oligarchie poutinienne, jusqu'à tolérer la vénalité pro-russe de certains de ses anciens dirigeants, elle se reposait sur l'alliance atlantique sous domination américaine au lieu de s'affirmer comme puissance autonome, y compris en matière de défense. Et, dans le même temps, elle se détournait du monde, se barricadant en forteresse sécuritaire et identitaire.

L'Europe qui redécouvre la guerre sur son continent, avec son cortège de réfugiés, de désastres et de misères, est la même qui, le plus souvent, notamment en France, a fermé ses portes aux humanités blessées qui venaient à elle, se refusant à réinventer une relation d'interdépendance et de solidarité avec les peuples méditerranéens et africains.

En témoigne, ces derniers jours, le racisme banalisé et toléré qu'a donné à voir la mobilisation, nécessaire, pour accueillir les Ukrainiens fuyant les combats : elle fut accompagnée de discours sur le fait qu'ils nous ressembleraient (en somme qu'ils sont blancs) et qu'il s'agirait d'une émigration «*de qualité*» (à l'inverse des migrations venues d'ailleurs) (*lire le parti pris d'Ellen Salvi*). Pendant ce temps-là, les non-Européens, Africains notamment, qui faisaient de même aux frontières de l'Ukraine étaient refoulés sans ménagement (*lire notre reportage à la frontière avec la Pologne*).

Cependant toutes ces fautes, voire ces crimes, de l'Occident ne sauraient excuser, encore moins expliquer, l'agression russe. Elles ont certes favorisé l'avènement de cet impérialisme russe agressif, conquérant et réactionnaire, qu'incarne Vladimir Poutine. Mais elles n'en sont pas la cause, tant cette «Voie russe» qu'il veut imposer à la face du monde a sa logique propre.

L'invasion de l'Ukraine a obligé à prendre conscience, fût-ce tardivement, d'une brutale nouveauté qu'il nous faut regarder en face plutôt que de la ramener à des schémas anciens, automatismes de pensée ou réflexes «campistes». Celles et ceux qui n'ont aucune sympathie pour les ravages d'un capitalisme économiquement prédateur, écologiquement dévastateur et géopolitiquement dominateur, ne sauraient les brandir en absolutisme de l'agression russe ou en motif d'abstention face au devoir de solidarité avec le peuple ukrainien.

Déjà, lors des guerres yougoslaves (1991-2001), premier moment du retour du fracas des armes en Europe, il avait fallu affronter cette nouveauté d'États et d'armées issus de l'effondrement du socialisme réel qui épousaient une idéologie meurtrière, nationaliste et raciste, au point de commettre des crimes contre l'humanité dont furent victimes les musulmans de l'ex-Yougoslavie.

Le dilemme fut alors de ne rien faire et de s'en laver les mains, ce qui était impensable aussi bien moralement que politiquement surtout après **le crime génocidaire de Srebrenica** en Bosnie, ou bien d'agir,

quitte à accepter que la riposte se fasse dans un cadre discutable et critiquable – en l'occurrence, pour le Kosovo, celui de l'OTAN hors d'un mandat de l'ONU (*j'y ai consacré un essai en 1999, L'Épreuve chez Stock*).

L'appel des gauches ukrainiennes, russes et polonaises

Il est pourtant facile de sortir de ce faux dilemme: il suffit d'écouter les premiers concernés, notamment les voix ukrainiennes, russes ou polonaises qui partagent les engagements socialistes et anti-impérialistes des gauches radicales européennes. Pour elles, comme lors de l'intervention russe en Syrie (*lire ici une tribune de Farouk Mardam Bey sur Mediapart*), il n'y a pas débat, sauf à devenir complice d'une nouvelle domination oppressive et criminelle.

Il en va ainsi du **Mouvement social**, nouvelle organisation politique en Ukraine qui regroupe des syndicalistes et des militant-es issu-es de diverses anciennes organisations de gauche. Dénonçant «*la renaissance de l'impérialisme russe*», elle a lancé «*un appel à la gauche internationale pour qu'elle condamne les politiques impérialistes du Kremlin et fasse preuve de solidarité envers celles et ceux qui ont souffert d'une guerre qui dure depuis près de huit ans*».

«*Malheureusement, développe-t-elle, le déclin de l'impérialisme américain ne s'est pas accompagné de la montée d'un ordre mondial plus démocratique, mais de la montée d'autres impérialismes, de mouvements fondamentalistes et nationalistes. Pour cette raison, la gauche internationaliste, qui n'a l'habitude de combattre que l'impérialisme occidental, devrait repenser sa stratégie. [...] Tout comme l'empire russe était le gendarme de l'Europe au XIX^e siècle, le régime de Poutine est désormais le garant de l'absence de changement social et politique dans l'espace post-soviétique.*»

Dans **une interview accordée à Dnevnik**, un quotidien slovène, l'historien russe Ilya Boudraitskis, qui vit à Moscou et reste une des voix critiques de gauche du régime poutinien, ne dit pas autre chose: «*La gauche européenne a perdu tout intérêt pour*

l'internationalisme. Ils voient le monde comme un conflit entre l'impérialisme américain et ceux qui s'y opposent. [...] Parmi eux, de façon surprenante, on trouve de la sympathie pour Poutine, parce qu'il résiste à la domination politique des États-Unis. Il me semble qu'à la lumière du conflit en Ukraine, il est urgent de renouveler l'approche internationaliste de la gauche européenne.» (lire [ici la version française intégrale](#))

Razem (Ensemble), parti de gauche polonais

« *Ce serait très pratique pour nous* », ajoute non sans humour Ilya Boudraitskis alors même qu'il lance un véritable cri d'alarme : « *Nous sommes dans une situation pire que durant la guerre froide.* » Pourquoi ? Parce que « *l'éthique de responsabilité* » a déserté les relations internationales, dans les deux camps, explique-t-il. Et parce que la Russie poutinienne, à la différence de l'Union soviétique pendant la guerre froide, « *ne peut prétendre offrir une alternative idéologique, politique, sociale ou économique à l'ordre américain* ».

Enfin, venue de Pologne, voici **cette autre adresse** « *à la gauche occidentale: vous n'êtes pas obligé d'aimer l'OTAN, mais la Russie n'est pas la partie la plus faible et la plus menacée* ». Elle émane du **parti de gauche Razem**, qui signifie « ensemble » et dont l'orientation le rapproche du Podemos espagnol ou de certaines composantes de La France insoumise.

« *Depuis des décennies, écrivent quatre de ses dirigeants, la Russie essaie de se présenter comme une victime entourée de forces hostiles qui menacent sa sécurité. Les faits contredisent cela. C'est la Russie, avec une armée puissante, un puissant arsenal d'ogives nucléaires et des ambitions impériales, qui tente d'imposer sa volonté à ses pays voisins – et c'est à cela que la gauche doit s'opposer.* »

Bref, face à ce nouvel impérialisme russe, il n'y a pas à barguigner. Toute posture d'équidistance, renvoyant dos à dos des adversaires qui seraient tous deux menaçants, revient à en sous-estimer la nouveauté et la dangerosité. Dès lors, la réponse ne saurait être le retrait sur un Aventin national, dans une illusoire position d'équilibre au prétexte d'un non-alignement.

Face à un péril de cette ampleur, il n'est d'autre riposte que dans l'inter-nations, cet internationalisme dont le délaissement par les gauches européennes a pavé la voie du retour des nationalismes identitaires et xénophobes. Et, par voie de conséquence, d'un nouvel impérialisme conquérant et dominateur.

De plus, sa genèse précédemment rappelée souligne combien toute ambiguïté envers le régime poutinien revient à passer par pertes et profits un enjeu décisif du point de vue de l'émancipation, de ses luttes et de ses revendications : la question démocratique. Comme en témoignent ses soutiens d'extrême droite, la tolérance envers l'actuel pouvoir russe est l'indice d'une faible exigence en matière de libertés, et c'est peu dire : en vrai, d'une fascination pour les pouvoirs autoritaires.

Bataillant en 1941, au début de la Seconde Guerre mondiale, contre les intellectuels de gauche qui renâclaient à s'aligner derrière leur gouvernement dans le combat contre le nazisme, George Orwell leur concédait volontiers toutes les tares du régime britannique, qui était encore un empire. « *Après tout, si les Allemands sont cruels avec les Polonais, notre propre comportement en Inde n'est pas tellement meilleur* », écrivait-il par exemple. Mais c'était pour mieux asséner, comme une tranquille évidence, que si un crime reste un crime, qu'il ait été commis par une démocratie ou par une dictature, il n'y a pas pour autant d'équivalence entre les deux régimes, l'un permettant de le contester quand l'autre l'interdit : « *Dans un pays comme le nôtre, nous n'avons pas peur de nous lever pour dire ce que nous pensons.* »

Pour que le peuple ukrainien aujourd'hui, le peuple russe demain, les autres peuples d'Europe centrale et orientale, puissent encore se lever pour dire ce qu'ils pensent et choisir librement leur destin, il n'est d'autre urgence que de soutenir, défendre et aider, y compris militairement, celles et ceux qui résistent à l'agression de ce nouvel impérialisme russe.

Boîte noire

J'ai procédé à deux corrections, jeudi 3 mars 2022 au matin, au lendemain de la mise en ligne de cet article, grâce aux remarques sagaces d'une lectrice et d'un lecteur.

La lectrice m'a fait remarquer que le mot « *potlatch* », signifiant les rites de don et de contre-don dans les sociétés traditionnelles, était employé improprement à propos de la variété des références intellectuelles du poutinisme. Elle suggérait de le remplacer par « *goulasch* », j'ai trouvé l'expression « *salade russe* » plus simple et plus directe.

Un autre lecteur m'a fait savoir son accord total avec ce parti pris à l'exception d'une formule de son avant-dernier paragraphe qui distinguait « *les injustices*

d'une démocratie et les crimes d'une dictature ». « *Un crime est un crime* », quel qu'en soit le contexte politique, me rappelait-il à juste titre. J'ai donc reformulé ce passage pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté : « *Si un crime reste un crime, qu'il ait été commis par une démocratie ou par une dictature, il n'y a pas pour autant d'équivalence entre les deux régimes, l'un permettant de le contester quand l'autre l'interdit* ».

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Allières

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.